

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux**
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Water Jet Cutting Machine	
Solicitation No. - N° de l'invitation 23584-150014/A	Date 2014-11-03
Client Reference No. - N° de référence du client 23584-15-0014	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-655-6463	
File No. - N° de dossier KIN-4-42035 (655)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-12-15	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Semple, Patrick	Buyer Id - Id de l'acheteur kin655
Telephone No. - N° de téléphone (613) 530-3117 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES 183 LONGWOOD RD SOUTH HAMILTON Ontario L8P0A5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

23584-150014/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin655

Client Ref. No. - N° de réf. du client

23584-15-0014

File No. - N° du dossier

KIN-4-42035

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir ci-dessous

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro 23584-140369/A, datée du 31-12-2013, dont la date de clôture était le 18-02-2014, à 2 :00PM. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE – MACHINE DE DÉCOUPE AU JET D'EAU

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables

10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du Guide des CCUA
12. Intellectual Property Infringement and Royalties
13. Inspection and Acceptance – Site Acceptance Test
14. Warranty, Service, Support and Updates.

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Modalités de paiement
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel.

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

4. Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

CTO1 Le soumissionnaire doit avoir effectué l'expédition, l'installation et l'entretien-réparation d'au moins deux (2) systèmes identiques ou similaires au cours des cinq années ayant précédé la date de clôture des soumissions. Similaire, aux fins de l'évaluation, signifie « comparable » sur le plan de la portée, de l'importance, du contexte opérationnel et du secteur d'activité.

Le soumissionnaire doit fournir le nom de l'entreprise, l'emplacement, le nom d'une personne-ressource, ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse de courriel actuels des clients chez qui il a installé les systèmes.

Le Canada vérifiera les renseignements écrits par courriel. Le Canada enverra les demandes de vérification des références, par courriel, à toutes les personnes-ressources dont les coordonnées ont été fournies par les soumissionnaires, dans une période de 48 heures, à l'aide des adresses électroniques indiquées dans la soumission.

Si le Canada n'a pas reçu de réponse trois jours ouvrables après l'envoi de la demande de vérification, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne-ressource en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours ouvrables prescrit. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois pour chaque entreprise, et ce uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'il ou elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). Le soumissionnaire disposera de 24 heures pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-

ressource. La personne-ressource aura cinq jours ouvrables pour répondre au Canada à compter de la date d'envoi de la demande de vérification des références.

Si des renseignements fournis par une personne-ressource diffèrent des renseignements fournis par le soumissionnaire, ce sont les renseignements fournis par la personne-ressource qui seront évalués. Le soumissionnaire ne sera pas jugé satisfait au critère obligatoire relatif à l'expérience si (1) la personne-ressource citée en référence indique qu'elle n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'elle ne veut pas le faire, ou (2) la personne-ressource citée en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). L'exigence obligatoire ne sera pas non plus respectée si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec le soumissionnaire.

CT02 Le soumissionnaire doit indiquer la marque et le modèle du matériel proposé. Il doit aussi fournir des brochures, une fiche technique ou une explication écrite des façons dont le matériel proposé répond à chacune des exigences techniques obligatoires précisées ci-dessous.

La proposition devrait traiter de façon claire et suffisamment détaillée des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la proposition sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions ou d'indiquer que l'équipement est conforme. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé a déjà été traité.

Référence	Exigences techniques obligatoires
CT03	L'entrepreneur doit remplir et présenter l'annexe 1 « Table et avis de substances désignées ou dangereuses dans le cadre du projet » avec ses propositions.
CT04	La machine doit être constituée d'une structure d'acier rigide. En raison de l'expansion thermique et de la rigidité à court et à long terme, les éléments du cadre (éléments structuraux) peuvent ne pas contenir d'aluminium, mais l'aluminium est acceptable pour les composants du système de déplacement.
CT05	La pompe ne doit pas dépasser 22 kW (30 HP) et doit fournir une pression de fonctionnement continu minimale de 3 792 bar (55 000 PSI). La pompe doit pouvoir produire un débit minimal de 3 litres/min (0,80 gallon/min) à 3 792 bar (55 000 PSI) afin de permettre une vitesse de coupe efficace.
CT06	La tête de coupe doit être dotée d'un dispositif mécanique d'aide au perçage afin d'optimiser le perçage de matériaux exotiques, fragiles, laminés et cassants. Ce dispositif doit être lié directement au contrôleur pour un fonctionnement automatique. Le dispositif d'aide au perçage doit pouvoir pré-percer des matériaux comme de la pierre, du verre et des composites d'une épaisseur allant jusqu'à 152 mm (6 po). Ce dispositif ne doit pas être simplement un contrôle de la pression de perçage (c.-à-d. perçage modulable de basse à haute pression). En outre, une perceuse latérale ne doit pas être utilisée en raison de l'épaisseur et de la dureté potentielles des matériaux.

CT07	Le réservoir doit être d'une taille permettant une enveloppe minimale exacte de coupe de 1 219 mm (48,0 po) dans les axes X et Y, et de 177 mm (7,0 po) dans l'axe Z.
CT08	Le progiciel de programmation et le logiciel d'interface machine doivent être stockés et utilisés À LA FOIS sur le contrôleur de la machine et les systèmes informatiques hors ligne. L'opérateur doit pouvoir programmer intégralement hors ligne aussi bien que directement à l'interface du contrôleur de la machine.

1.2 Évaluation financière

Critères obligatoires

(a) Le soumissionnaire doit fournir dans la base de tarification "A" de l'annexe «B», la marque et le numéro de modèle de l'équipement et une liste de tous les équipements et des fonctionnalités supplémentaires qui ne sont pas inclus dans le modèle de base, mais sont inclus pour répondre à l'exigence.

(B) Le soumissionnaire doit remplir l'annexe « B » - Modalités de paiement, en fonds canadiens, taxes applicables exclues, destination FAB, droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus, et la joindre à sa soumission.

1.2.2 Le prix utilisé dans l'évaluation sera le prix total évalué, qui est calculé comme suit :

(a) Le prix total évalué est la somme des prix pour la base d'établissement de tarification « A » et celle des besoins optionnels selon la base de tarification « B ».

2. Méthode de sélection

2.1 Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/index.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de [Ressources humaines et Développement des compétences Canada \(RHDC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

- 1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° 23584-150014

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, **une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux sans une escorte.

3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/achfo-fra.jsp) (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/achfo-fra.jsp>) (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2014-09-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3.2 Conditions générales supplémentaires

- (a) 4003 (2010-08-16), Licensed Software; and
(b) 4004 (2013-04-25), Maintenance and Support Services for Licensed Software;

apply to and form part of the Contract.

4. Durée du contrat

The period of the Contract is from date of Contract to 31 March 2016, inclusive.

4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables initiaux doivent être reçus au plus tard le 27 février, 2015.

Produits livrables initiaux	Date	
Livraison	D'ici au 2 février 2015	Il est prévu que le matériel sera livré selon le délai établi, mais il pourrait être livré à une date antérieure, à savoir le _____ (insertion d'une date antérieure par le fournisseur).

Installation du matériel	D'ici au 16 février 2015	Il est prévu que le matériel sera livré selon le délai établi, mais il pourrait être livré à une date antérieure, à savoir le _____ (insertion d'une date antérieure par le fournisseur).
Mise en service sur place, formation et essai d'acceptation final du matériel	Achèvement requis d'ici au 27 février 2015	Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2014. La première date à laquelle les travaux peuvent être terminés est le _____ (le fournisseur doit insérer une date seulement dans le cas où les travaux peuvent être effectués à une date antérieure).

4.2 Biens et (ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe « B » du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et/ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Patrick Semple
Titre : Supply Specialist
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 86 Clarence Street
Kingston
Ontario
Téléphone : 613.530-3117
Télécopieur : 613.545-8067
Courriel : patrick.semple@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-150014/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-150014

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42035

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le chargé de projet pour le contrat est : (à être rempli après l'attribution du contrat)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur (à être rempli par le soumissionnaire)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé _____ un prix ferme précisé dans le contrat selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA H1000C(2008-05-12)*, Paiement unique

7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires, 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence;
- c) les conditions générales supplémentaires, 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- d) les conditions générales 2010A (2013-04-25) Conditions générales - biens (complexité moyenne),
- e) Annexe A, Statement of Work;
- f) Annexe B, Modalités de paiement
- g) Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- (h) La soumission de l'entrepreneur en date du _____

11. Clauses du *Guide des CCUA*

G1005C (2008-05-12) Assurances

12. (2008-05-12) Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.

-
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:
- a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:
- a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou

- b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
- c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

13. Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

14 Garantie, service, soutien et mises à niveau

(a) Garantie. Malgré l'article 09 (garantie) de 2010A ou quoi que ce soit d'autre à l'effet contraire dans le présent contrat, l'entrepreneur doit fournir une garantie de 1 an sur les pièces et la main-d'œuvre sur place sur le travail. La garantie commence le jour où le travail est accepté par le Canada en conformité avec les termes du contrat.

L'entrepreneur accepte la responsabilité principale pour le diagnostic et la résolution de tous les problèmes matériels et logiciels qui se produisent dans les livrables durant toute la période de garantie. Une réparation ne sera pas complète jusqu'à ce que le livrable a été restauré à l'opération conformément aux spécifications décrites dans le contrat.

Le coût de la main-d'oeuvre et des matériaux nécessaires à la réparation et à l'entretien des travaux est inclus dans la garantie. Pas de frais supplémentaires pour le temps, le matériel ou d'autres frais connexes doivent être faites au cours de la période de garantie

Soutien technique. L'entrepreneur doit fournir un soutien technique régional (dans le Sud de l'Ontario) ou un numéro de téléphone sans frais pour les appels concernant l'entretien (un seul numéro). L'entrepreneur doit fournir ce numéro de téléphone ou des coordonnées électroniques à l'autorité technique dans les quinze (15) jours civils de la date du contrat.

L'entrepreneur doit disposer de techniciens de service pour fournir des services sur place et un soutien à la réparation dans les 72 heures de la demande.

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-150014/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-150014

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42035

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

L'équipement doit être fourni avec des pièces de rechange, et un soutien doit être offert pendant au moins cinq (5) ans après son acceptation par le Canada.

(b) Garantie du logiciel et mises à jour. Malgré l'article 15 (garantie) de 4003 ou quoi que ce soit d'autre à l'effet contraire dans le présent contrat, l'entrepreneur doit fournir toutes les mises à jour et toutes les nouvelles versions logicielles à l'acheteur pendant une période d'au moins un (1) an après l'acceptation, sans frais supplémentaires.

Remarque : L'expression « mises à jour » signifie toute amélioration, expansion ou autre modification au logiciel. Le terme « version » signifie les améliorations ou modifications au logiciel ou les modules nouveaux ou supplémentaires qui fonctionnent en conjonction avec le logiciel, qui représentent la prochaine génération du logiciel et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement moyennant des frais supplémentaires.

ANNEXE "A"

Énoncé des travaux

Machine de découpe au jet d'eau

Table des matières

1. Contexte
2. Exigences techniques
3. Livraison et installation
4. Mise en service
5. Formation
6. Manuel et plans de l'équipement
7. Garantie, service, soutien et mises à niveau
8. Exigences de l'essai d'acceptation

- Annexe 1 - Table et avis de substances désignées ou dangereuses dans le cadre du projet
Annexe 2 - Contraintes liées au bâtiment
Annexe 3 - Documents connexes
Annexe 4 - Plan d'essai d'acceptation

1. Contexte

Ressources naturelles Canada – Secteur des minéraux et métaux – CANMET Matériaux, [CMAT \(www.nrcan-rncan.gc.ca/mms-smm/mate-mate/index-eng.htm\)](http://www.nrcan-rncan.gc.ca/mms-smm/mate-mate/index-eng.htm) a besoin d'une **machine de découpe au jet d'eau**. L'acquisition de cet équipement a pour objectif de fournir aux chercheurs un outil essentiel pour appuyer la recherche scientifique sur les matériaux en permettant l'extraction de spécimens d'essai d'une variété de matériaux différents. L'équipement est constitué de tout le matériel, tous les logiciels et tous les services nécessaires pour atteindre l'objectif susmentionné. L'entrepreneur doit fournir l'équipement, l'installation, la mise en service, la formation, les manuels et plans de même que les services liés à ce besoin.

L'entrepreneur est responsable de veiller à ce que le travail soit pleinement conforme aux exigences du contrat et, en particulier, l'entrepreneur est responsable de veiller à ce que le travail répond entièrement aux exigences techniques de l'annexe A.

2. Exigences techniques

No. de l'exigence	Exigence
	A1 – Exigences générales relatives à la conception (âge, taille, poids, sécurité)
A1-1	L'encombrement de l'équipement doit être inférieur à 3 m (largeur) par 4 m (profondeur) par 4 m (hauteur). Voir l'annexe 2 : Contraintes liées au bâtiment.
	A2 – Intégration à l'installation (environnement, raccordement aux services)
A2-1	Exigences en matière d'alimentation électrique : L'équipement doit pouvoir être utilisé avec une ou plusieurs des alimentations électriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Configuration de type « Y » :<ul style="list-style-type: none">•60 Hz, 600 V c.a., triphasé•60 Hz, 208 V c.a., triphasé•60 Hz, 208 V c.a., monophasé•60 Hz, 120 V c.a., monophasé• Configuration de type « Δ » : 60 Hz, 480 V c.a., triphasé, max : 75 kVA
A2-2	L'équipement doit inclure un filtre, un régulateur et un lubrificateur (au besoin) capables d'accepter de l'air comprimé sec à une pression de 0,76 MPa (110 psi).
A2-3	Exigences du bâtiment relatives au système d'évaluation LEED (<i>Leadership in Energy and Environmental Design</i>) : L'équipement et l'installation connexe ne doivent avoir aucune incidence sur la certification LEED Platine du bâtiment. Les moteurs électriques et les transformateurs intégrés dans la conception du système doivent respecter la norme NEMA Premium ^{MC} en matière d'efficacité énergétique.

	A3 - Exigences fonctionnelles et techniques en matière d'équipement
A3-1	Le système de pompage à haute pression doit fournir une pression de fonctionnement continue d'au moins 3 792 bar (55 000 PSI).
A3-2	La vitesse de déplacement de la machine doit être cotée à 10 m/min (400 pouces/min) ou plus.
A3-3	La machine doit être munie d'une protection complète de tous les composants mobiles pour prévenir l'infiltration d'eau, de saleté et de contaminants abrasifs. En outre, la tête de coupe doit être munie d'une protection afin de minimiser toute éclaboussure susceptible d'affecter la tête de coupe.
A3-4	Exactitude positionnelle linéaire minimale des axes X et Y : $\pm 0,125 \text{ mm/m}$ à $20^\circ \pm 3^\circ \text{C}$.
A3-5	Le système de déplacement doit être de type à engagement positif pour tous les axes (X, Y et Z).
A3-6	Les moteurs et entraînements doivent offrir une rétroaction en boucle fermée au contrôleur.
A3-7	Le système doit être doté d'un dispositif standard de positionnement pour positionner les feuilles en format. Le dispositif doit être facile à enlever pour éviter les dommages potentiels pendant le processus de découpe. Le dispositif ne peut pas être un système par caméra en raison du milieu agressif et des exigences relatives à la mise au point. Le logiciel de contrôle doit disposer d'une fonction intégrée permettant l'utilisation du dispositif de positionnement pour détecter les bords des feuilles et le centre des trous et pour mesurer les distances.
A3-8	Le système comprendra une tête de coupe abrasive. La tête de coupe abrasive ne doit comporter que deux (2) composants d'usure, soit l'orifice et le tube mélangeur. Il ne peut y avoir aucun autre article consommable ou composant d'usure dans la tête de coupe (p. ex., disque d'usure de chambre au carbure).
A3-9	Le système externe de transfert des abrasifs en vrac doit avoir une capacité minimale de 45 kg (100 lb).
A3-10	Le système doit inclure des filtres de traitement de l'air et de l'eau.
A3-11	La pompe ne doit pas exiger plus de 5,6 l/min (1,5 gallon/min) d'eau pour la coupe et le refroidissement combinés. Les pompes ne doivent pas avoir une alimentation séparée pour l'eau de coupe et l'eau de refroidissement. Le débit combiné de l'eau de coupe et de refroidissement ne doit pas dépasser 5,6 l/min (1,5 gallon/minute).
A3-12	Le système doit inclure un filtre final séparé de type barrage ou superposé pour l'effluent de trop-plein avant la vidange dans le drain. Les limites de vidange de l'effluent doivent respecter les valeurs stipulées dans le règlement municipal de la Ville de Hamilton sur l'utilisation des égouts. Le système de filtre doit être muni d'une pompe de relevage et de filtres pour garantir la vidange d'eau propre uniquement dans le drain.
A3-13	La pompe doit utiliser une méthode efficace, comme un dispositif venturi pneumatique, pour contrôler la vidange ou le trop-plein d'eau de la pompe (c.-à-d. empêche l'eau de passer dans la tête de coupe quand la pompe est sous tension). Une tête de coupe secondaire munie d'un robinet tout ou rien ne doit pas être utilisée en raison des besoins accrus en matière de pièces de rechange et d'entretien.
A3-14	La pompe doit être intégrée au système logiciel de contrôle de la découpe suivant gabarit afin d'assurer un fonctionnement tout ou rien.

A4 – Exigences en matière de logiciel et de matériel informatique	
A4-1	Le contrôleur Windows doit pouvoir afficher en anglais et assurer le fonctionnement intégré de la pompe à ultra haute pression, de la tête de coupe au jet d'eau et de la table de coupe à axes X et Y.
A4-2	Aucune option et aucun ajout ne doit être nécessaire pour utiliser toutes les fonctions possibles du logiciel.
A4-3	Le logiciel doit offrir une modélisation intégrée qui règle les paramètres corrects d'accélération, de vitesse et de perçage.
A4-4	Le logiciel doit pouvoir lancer le programme à partir de tout point de la trajectoire de l'outil sans devoir exécuter un processus de traçage. La machine doit aller directement à ce point et commencer le processus de découpage.
A4-5	Le logiciel doit offrir au moins 10 sélections de qualité de surface pour tout matériau et toute épaisseur.
A4-6	Un axe Z entièrement programmable pour permettre le perçage de trous dans des tuyaux (en suivant la courbure), la découpe de différentes épaisseurs dans le même programme, etc.
A4-7	Le logiciel doit avoir des composants qui optimisent l'utilisation du matériau découpé. Le logiciel doit automatiquement optimiser l'utilisation du matériau et créer les trajectoires de l'outil. Il doit pouvoir entrelacer automatiquement (c.-à-d. déplacer, pivoter, pièces emboîtées, etc.) des pièces uniques ou multiples provenant d'une ou plusieurs feuilles. Le logiciel doit pouvoir stocker en mémoire les formes restantes pour utilisation future.
A4-8	L'utilisateur doit pouvoir orienter la pièce pour permettre de tenir compte du grain du matériau.
A4-9	Le contrôleur doit afficher l'emplacement de l'outil en temps réel.
A4-10	Le logiciel doit offrir une commande prioritaire manuelle d'augmentation ou de diminution de la vitesse.
A4-11	Le logiciel doit offrir une fonction d'alignement de la feuille pour compenser la rotation, l'angle ou l'asymétrie de la plaque sur la surface de coupe, de même qu'une fonction de compensation de l'entaille avec possibilité de modifier la trajectoire décalée afin de parfaire une pièce complexe.
A4-12	Les options permettant d'éviter des trajectoires de coupe et des pièces déjà découpées doivent être incluses dans les caractéristiques du logiciel.
A5 – Accessoires	
A5-1	<p>Le fournisseur doit fournir des trousse d'articles consommables (orifices, tubes mélangeurs, trousse de réparation de la pompe et autres articles consommables à haute pression) permettant une utilisation immédiate sans devoir acheter de pièces supplémentaires à court terme. Les articles consommables doivent comprendre au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 10 orifices en rubis ○ 2 tubes mélangeurs de première qualité <p>-Trousse complète de remise à neuf de la pompe (p. ex. joints d'étanchéité haute pression, trousse de réfection du clapet de non-retour)</p>

3. Livraison et installation

L'équipement ne doit pas être un prototype ou un modèle de démonstration, usagé ou remis à neuf.

RNCan fournira les points de raccordement nécessaires (électricité, air comprimé, eau du robinet, drain) avec raccords blocables pour appuyer le branchement final du système. RNCan s'occupera de décharger l'équipement du camion et de le placer à son lieu final (référence annexe 2 – Contraintes liées au bâtiment)

L'entrepreneur doit veiller à ce que tous les règlements, lignes directrices et normes pertinents soient respectés tels qu'ils s'appliquent à l'étendue des travaux. (référence annexe 3 – Documents connexes)

Certification de l'installation

RNCan doit prendre les dispositions nécessaires et assurer la certification de l'installation par l'Office de la sécurité des installations électriques (OSIÉ) de l'Ontario pour tous les travaux d'installation électrique.

La zone de classification sera certifiée conforme à la catégorie 1 de l'article 22 du Code canadien de l'électricité.

L'entrepreneur retenu devra obtenir tous les permis et examens nécessaires, y compris l'inspection et la certification par l'OSIÉ. En outre, l'équipement devra respecter les exigences de l'article 7 du Règlement sur les établissements industriels de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de la province de l'Ontario : Examen préalable de santé et de sécurité. L'entrepreneur doit apporter toutes les modifications nécessaires pour respecter les exigences de l'article 7, sans frais supplémentaires pour le Canada.

La plomberie doit respecter le Code national de la plomberie.

Exigences en matière de plomberie : Tous les accessoires de plomberie nécessaires doivent être fournis par l'entrepreneur. CanmetMATÉRIAUX fournira la tuyauterie et les raccords de plomberie.

Tuyauterie d'air comprimé : doit être constituée de tubes de cuivre étirés à froid sans joint compatibles avec la norme ASTM B -88, type « K » et de tubes souples montés localement.

Tuyauterie de refroidissement : doit être constituée de tubes de cuivre étirés à froid sans joint compatibles avec la norme ASTM B -88, type « L » et de tubes souples montés localement.

La personnel de l'entrepreneur travaillant sur ce projet doivent posséder les certifications, permis ou preuves de formation de l'Ontario suivantes, selon le cas et au besoin :

- Plombiers agréés
- Mécaniciens industriels de chantier, monteurs, monteurs de charpentes métalliques et soudeurs agréés
- Électriciens agréés, et
- Formation et certification SIMDUT

Certification relative à l'étalonnage

L'entrepreneur doit fournir l'étalonnage et de la certification relative à l'étalonnage de l'équipement monté dans les installations d'Hamilton.

La certification relative à l'étalonnage doit inclure dans le rapport d'étalonnage une preuve d'accréditation le cas échéant, par un organisme d'accréditation reconnu et la portée de l'accréditation pour l'ensemble des artefacts et normes utilisés lors de l'étalonnage.

4. Mise en service

L'entrepreneur doit assurer la mise en service sur place aux installations de RNCAN. Tous les coûts associés à la mise en service du système, y compris les frais de déplacement et de subsistance, doivent être inclus dans le prix. La mise en service sur place du système doit être effectuée par un technicien qualifié.

La mise en service sur place sera achevée dans les 15 jours civils suivant l'installation.

Acceptation de la mise en service :

Ce mode de mise en service doit être effectué avant l'alimentation de l'équipement. Les tâches à effectuer sont les suivantes :

- Obtenir la certification électrique (Office de la sécurité des installations électriques de l'Ontario -- OSIE).
- Rédiger des procédures opérationnelles normalisées pour les mises à jour ou la création.
- Mettre au point une procédure de verrouillage et d'étiquetage (Lock-Out Tag-Out – LOTO).
- Fournir les mises à jour des documents portant sur l'équipement (découlant de la modification et de l'installation de l'équipement).
- Faire les remises en état à des fins de conformité.
- Mener un examen technique final au complet avant démarrage pour s'assurer de la mise en place de tous les dispositifs de protection et de sécurité.
- Démarrer le processus d'alimentation de l'équipement.
- Suppression échelonnée du verrouillage et d'étiquetage (*Lock-Out Tag-Out – LOTO*) de l'équipement.

- Une fois la mise en service terminée, le fournisseur doit prouver que la conception de l'équipement en matière d'interférence électromagnétique est conforme aux exigences d'Industrie Canada en matière de vérification de l'IEM, **NMB-001** : Générateurs de fréquence radio industriels, scientifiques et médicaux (ISM).

- Une fois la mise en service terminée, le fournisseur doit prouver que la conception de l'équipement :
 - 1) est conforme aux lignes directrices de la norme CSA Z460, « Maîtrise des énergies dangereuses – Cadenassage et autres méthodes »,
 - 2) est conforme aux lignes directrices de la norme CSA Z432, « Protection des machines ».

À la fin de la mise en service, l'équipement doit être « confié aux responsables de son utilisation ».

Remarque à l'intention des fournisseurs : Tous les coûts liés à la mise en service sur place doivent être inclus dans le prix de lot ferme.

5. Formation

Formation sur place

La formation sur place (dans les installations de RNCAN d'Hamilton, en Ontario) doivent porter sur l'opération du système, les procédures d'entretien du matériel, l'utilisation de logiciels, la sécurité, la procédure pour l'entretien, l'étalonnage du système et le diagnostic d'anomalies et s'offrir pour un maximum de quatre (4) utilisateurs en anglais pendant au moins trois (3) jours. L'entrepreneur doit prendre des dispositions pour offrir une formation en français sur demande. La formation de base doit être donnée par un expert en technologies de jet d'eau.

La formation sur place sera achevée dans les 15 jours civils suivant l'installation. La date, l'heure et le lieu exacts de la formation seront convenus par l'entrepreneur et l'autorité technique identifiée aux présentes.

6. Manuels et plans de l'équipement

L'entrepreneur doit fournir à RNCAN deux (2) copies imprimées et une (1) copie électronique, en formats MS Word et PDF, des manuels. Ces documents doivent inclure entre autres :

- Les manuels d'installation et de démarrage
- La procédure d'étalonnage et les certifications
- Les manuels d'utilisation, y compris les schémas d'alimentation électrique et pneumatique et d'alimentation en eau
- Les certifications FÉO
- Le manuel d'entretien et de dépannage et le manuel des pièces
- La procédure pour mettre le système hors tension de manière sûre et fiable
- Les procédures d'urgence

Les manuels doivent être fournis à RNCAN en anglais.

8. Exigences relatives à l'essai d'acceptation

L'équipement doit réussir l'ensemble des essais et vérifications précisés dans le document « Essai d'acceptation sur place » de l'annexe 4, tel que fourni et installé. L'échec de tout aspect des essais peut entraîner l'annulation du marché à la discrétion du gouvernement du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-150014/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-150014

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42035

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe 1

Table et avis de substances désignées ou dangereuses dans le cadre du projet

Avis de substances désignées ou dangereuses dans le cadre du projet

Projet

Adresse du projet

No du projet

Pouvoir de passation des marches

Gestionnaire du projet

Avis aux entrepreneurs/soumissionnaires : Conformément aux textes législatifs applicables sur la santé et la sécurité au travail ou sur la protection de l'environnement, le présent sert d'avis que les substances dangereuses suivantes sont ou peuvent être présentes sur le lieu du projet proposé (cochez les articles marqués) :

<i>Substance</i>	Détails supplémentaires Insérez les titres des documents que vous avez de disponibles et qui seront inclus dans la DP. Cochez en outre toutes les substances désignées qui seront présentes.
<input type="checkbox"/> Arsenic	
<input type="checkbox"/> Amiante	
<input type="checkbox"/> Béryllium	
<input type="checkbox"/> Pétrole brut	
<input type="checkbox"/> Poussière	
<input type="checkbox"/> Liquides inflammables	
<input type="checkbox"/> Solides inflammables	
<input type="checkbox"/> Métaux lourds	
<input type="checkbox"/> Fluides hydrauliques et fluides pour le travail des métaux	
<input type="checkbox"/> Sulfure d'hydrogène	
<input type="checkbox"/> Isocyanates	
<input type="checkbox"/> Plomb	
<input type="checkbox"/> Lithium	
<input type="checkbox"/> Magnésium	
<input type="checkbox"/> Mercure	
<input type="checkbox"/> Matières comburantes	
<input type="checkbox"/> Substances appauvrissant la couche d'ozone	
<input type="checkbox"/> Matières radioactives	
<input type="checkbox"/> Silice (cristalline)	

Instructions aux entrepreneurs et soumissionnaires : Veuillez remplir les sections suivantes du présent formulaire et renvoyer une copie signée avec votre soumission, à défaut de quoi votre soumission pourrait être jugée non conforme.

Nous, soussignés, _____ (nom de l'entrepreneur/du soumissionnaire) reconnaissons par la présente avoir reçu le présent « Avis de substances désignées ou dangereuses dans le cadre du projet ».

Signature au nom de l'entrepreneur/date de la soumission :

Nom (en caractères d'imprimerie) :

Titre :

Annexe 2

Contraintes liées au bâtiment

Limites du quai de chargement :

Le point de pincement des camions déchargeant directement à partir de leur boîte ou de leur plate-forme est la porte intérieure et le niveleur de quai :

Porte escamotable en plafond : 2,3 m de large x 3 m de haut

- Le plancher du quai est de 1,2 m plus bas que le plancher fini du rez-de-chaussée.
- Capacité de 20 tonnes du niveleur de quai avec une plate-forme de 2,1 m de large x 2,1 m de long + un rabat descendant de 2,14 m de large x 2,22 m de profond. Le jeu du niveleur hydraulique est de +/- 0,3 m

La dimension de la porte au sommet de la rampe est de 2,3 m de large x 3 m de haut.

Limite de la transpalette : 2 492 kg (5 500 lb)

Annexe 3

Documents connexes

Note : la présente section n'est pas exhaustive. L'entrepreneur doit veiller à ce que tous les règlements, lignes directrices et normes pertinents soient respectés tels qu'ils s'appliquent à l'étendue des travaux.

« Norme appropriée » désigne une norme ou un ensemble de normes, avec ses modifications successives, dans la mesure où la norme la plus récente assure le niveau le plus élevé de sécurité. La norme ou l'ensemble de normes répondant à ces critères doivent être choisis dans l'ordre de préséance suivant :

1. la norme prescrite par le Code et son règlement d'application;
2. la norme prescrite par la législation provinciale et territoriale en matière de santé et de sécurité au travail ;
3. la norme qui a été acceptée, élaborée, approuvée, préparée, publiée ou appliquée par un organisme accrédité qui assume une telle responsabilité, c.-à-d.. le Conseil canadien des normes (CCN) (et l'organisme d'élaboration de normes pour l'Association canadienne de normalisation « ACNOR » du CCN) et l'Organisation internationale de normalisation « OIN »;
4. la norme élaborée par une organisation gouvernementale portant sur un sujet relevant de son secteur de compétence (p. ex., Santé Canada, Transports Canada, Environnement Canada);
5. la norme élaborée par une association reconnue par une majorité de praticiens qualifiés dans le secteur dans lequel s'applique la norme (p. ex., American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers « ASHRAE »);
6. la norme universellement acceptée par une majorité de praticiens qualifiés.

Règlements, lignes directrices et normes

Selon les nécessités, l'entrepreneur doit se conformer aux règlements, directives et normes suivantes:

Santé et sécurité au travail et Environnement

Obligation de l'entrepreneur de satisfaire aux exigences en matière de santé et sécurité au travail

- L'entrepreneur doit satisfaire au règlement de la province de l'Ontario et aux politiques et procédures de CanmetMATÉRIAUX fédéral en matière de SST (santé et sécurité au travail).
- CanmetMATÉRIAUX informera l'entrepreneur des politiques et procédures de CanmetMATÉRIAUX fédéral en matière de SST avant le début des travaux.
- L'entrepreneur doit mettre en place sa propre équipe qualifiée et son propre processus de surveillance de la conformité.
- Préalablement à l'information de l'entrepreneur à CanmetMATÉRIAUX, tous les entrepreneurs sur place doivent présenter une preuve de formation sur le SIMDUT.
- Tous les non-Canadiens sur place doivent faire parvenir des copies de leur passeport au moins deux semaines avant la séance d'information.

Gouvernement du Canada

Partie II du Code canadien du travail : Santé et sécurité au travail

Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail
Code national du bâtiment
Code national de prévention des incendies
Code national de la plomberie
Directives, lignes directrices, politiques et procédures du Conseil du Trésor
Loi canadienne sur la protection de l'environnement
Loi sur les marchandises contrôlées (éventuellement applicable)

Province de l'Ontario

Loi sur la santé et la sécurité au travail
Loi et règlement 2013 de l'Ontario sur la SST
Directives sur l'examen préalable de santé et sécurité, Annexe II (normes reconnues) (Ministère du Travail de l'Ontario, avril 2001)
Code du bâtiment de l'Ontario (édition actuelle)
Normes techniques et loi sur la sécurité (y compris les normes applicables dont il est fait mention)
Code de prévention contre les incendies de l'Ontario (édition actuelle)
Code de la plomberie de l'Ontario
Loi sur la protection de l'environnement
Code de la sécurité électrique de l'Ontario, 25^e édition

Industrie Canada

NMB-001 : Générateurs de fréquence radio industriels, scientifiques et médicaux (ISM)

Normes de sécurité

CSA

C22.1 : Code canadien de l'électricité – Partie 1

C22.2 No. 0 – 10 : Code canadien de l'électricité – Partie 2

Z432 : Protection des machines

Z107.58 : Déclaration des valeurs d'émission sonore des machines

CAN/CSA-Z431 : Principes fondamentaux et de sécurité pour l'interface homme-machine, le marquage et l'identification

Z460 : Maîtrise des énergies dangereuses – Cadenassage et autres méthodes

CSA C743 : Évaluation des performances des refroidisseurs d'eau monobloc

CSA C22.2 #236-05 : Appareils de chauffage et de refroidissement

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-150014/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-150014

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42035

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

NFPA

79 : Norme électrique pour les machines industrielles

VILLE DE HAMILTON

<http://www.hamilton.ca/CityDepartments/PublicWorks/WaterAndWasteWaterDev/Sewer+Water/SewerByLaw.htm>

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-150014/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-150014

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42035

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe 4

PLAN D'ESSAI D'ACCEPTATION DE LA MACHINE DE DÉCOUPE AU JET D'EAU

Ressources naturelles Canada
CANMET-CMAT

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-150014/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-150014

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42035

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Révisions

Version	Auteur(s) principal(aux)	Description de la version	Date de réalisation
Original		Version initiale	18 octobre 2013

Introduction

Le présent document décrit les méthodes et les procédures d'inspection et d'acceptation de la machine de découpe au jet d'eau. Afin de conclure l'essai d'acceptation avec succès, le « entrepreneur » doit exécuter tous les essais concluants en présence du responsable des inspections. Chaque essai peut connaître une des deux issues suivantes : réussite ou échec. Tout essai ayant échoué justifie l'échec de toute la série d'essais.

Description du projet

L'équipement est acheté pour permettre l'extraction précise d'échantillons d'une variété de matériaux dans un délai relativement court.

Personnel de l'équipe d'essai

L'équipe d'essai est composée d'un vérificateur « entrepreneur » et le responsable des inspections qui sont habilités à attester les essais de leur signature.

Nom	Rôle	Société
	Entrepreneur	
	Le responsable des inspections	CANMET-MTL

Parties concernées

CANMET-MTL

Nom	Service	Rôle
	Programme d'ingénierie Logistique	Responsable de projet
	SANTÉ & SÉCURITÉ	Coordonnateur

Entrepreneur

Nom	Service	Rôle

Signature

En signant ce document, chaque partie accepte les conditions et les protocoles mentionnés dans le plan d'essai d'acceptation.

	FOURNISSEUR	SOCIÉTÉ
Signature		
Nom		CANMET-MTL
Titre		Responsable technique
Date		

Produits à livrer

Matériel

Les articles matériels suivants doivent être livrés à CMAT totalement inspectés et fonctionnels.

Quantité	Produit à livrer	Réussite/ Échec	# modèle/pièce
1			

Logiciel

Les articles logiciels suivants doivent être livrés à CMAT totalement inspectés et fonctionnels.

Quantité	Produit à livrer	Réussite/ Échec	# modèle/pièce
1			

Plan d'essai d'acceptation sur site

Essai d'acceptation sur site (Site Acceptance Test - SAT)

Un SAT sera effectué sur le site de CMAT à Hamilton, Ontario, après que l'installation et la mise en service aient été terminées.

1. Equipment Certifications

# Tableau A – Exigences obligatoires relatives à l'équipement	Description de l'essai	Détails	SAT
1.1	Approbation CSA de l'électricité		
1.2	Approbation OSIE de l'installation électrique		
1.3	Conformité CADENASSAGE/VERROUILLAGE CSA Z460		
1.4	Examen préalable de santé et sécurité (EPSS)		

2. Essai de système – exigences générales

Tableau A - Spécifications obligatoires	Description de l'essai	Détails	SAT
2.1	Vérifier que le contrôle d'axe motorisé fonctionne (3 axes)		
2.2	Vérifier que la pompe à eau est en bon état de fonctionnement.		
2.3	Vérifier que le système de distribution d'eau est en bon état de fonctionnement et sans fuite.		
2.4	Vérifier que le système de distribution d'abrasif fonctionne correctement.		

3. Intégration des installations

Tableau A - Spécifications obligatoires	Description de l'essai	Détails	SAT
---	------------------------	---------	-----

3.1	L'équipement doit pouvoir fonctionner conformément à ces exigences électriques : 600 V ou 480 V, triphasé, 60 Hz, 208 V, 110 V ou combinaison de ces voltages.		
3.2	En cas de panne de service, le produit doit pouvoir être s'éteindre sans danger pour les opérateurs, les installations ou soi-même.		
3.3	L'équipement doit comprendre un filtre, un régulateur et un lubrificateur (au besoin) pouvant supporter de l'air comprimé sec à 0,76 MPa.		

4. Essai de fonctionnement

Tableau A - Spécifications obligatoires	Description de l'essai	Détails	SAT
4.1	L'équipement doit pouvoir respecter les spécifications stipulées en matière de pression, taux d'alimentation, précision et conception.		
4.2	L'équipement doit pouvoir fournir des échantillons de coupe de différentes matières et épaisseurs.	RNCan fournira les exigences relatives au matériel et à la conception pour évaluer le rendement des machines.	
4.4	Indiquer que la procédure de recherche des contours contrôlée par logiciel permet d'obtenir l'alignement et la précision désirés.	Les échantillons d'essai seront mesurés à l'aide de micromètres étalonnés.	
4.5	Indiquer que le logiciel peut contrôler le fini de surface.		
4.6	Indiquer que le logiciel peut contrôler le perçage de matériaux		

	friables sans endommager l'échantillon.		
4.7	Indiquer que le logiciel permet d'importer directement des fichiers de CAO.		

Le fournisseur doit fournir l'étalonnage et le certificat d'étalonnage de l'équipement installé dans les laboratoires de CMAT. Tous les étalonnages doivent être fournis par un fournisseur de services d'étalonnage accrédité qui respectent la norme ISO/IEC 17025-2005.

Les mesures doivent être traçables selon le Système international d'unités (SI).

Le fournisseur de services d'étalonnage doit inclure le rapport d'étalonnage, la preuve d'accréditation par un organisme d'accréditation reconnu et la portée de l'accréditation pour tous les artefacts et toutes les normes utilisés dans l'étalonnage.

#	Description de l'essai	Détails	SAT
1	Plan d'étalonnage		
2	Rapport d'étalonnage		
3	Preuve d'accréditation		

Manuels et plans de l'équipement

Le fournisseur doit produire deux (2) copies imprimées et une (1) copie électronique en format MSS Word et PDF des manuels, entre autres :

- Manuels d'Installation et de démarrage
- Guides de l'utilisateur
- Manuel d'entretien, de réparation et de nomenclature des pièces
- Sauvegarde logicielle

#	Description de l'essai	Détails	SAT
1	Manuels d'Installation et de démarrage		
2	Guide de l'utilisateur		
3	Entretien		
4	Sauvegarde logicielle		

Essais relatifs à la sécurité

CMAT s'attend à ce que tous les instruments installés dans le laboratoire respectent les normes de santé et sécurité mentionnées dans Exigences et spécifications concernant l'utilisateur. Le service de la SANTÉ & SÉCURITÉ s'attend également à ce que tous les systèmes d'automatisations et les instruments soient certifiés selon les normes CSA. Cette section assurera que le système respecte ces normes. Tous les essais relatifs à la sécurité doivent être réussis dans l'exception. Aucune lacune ne sera acceptée aux fins de cette section.

#	Description de l'essai	Détails	SAT
1	Approbation CSA/électrique		
2	Examen préalable de santé et sécurité (EPSS)		

Lacunes

Problèmes

#	# essai/ séquence	Description	Observations

Plan d'action

Lacune	Plan d'action

Signature finale

SAT

Le SAT pour le système LASER FLASH de CANMET-MTL était :

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-140369/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-14-0369

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-3-40146

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ISSUE -

Auteur des essais :	Date :	Témoin :	Date :
Représentant du fournisseur		Le responsable des inspections	
Fournisseur		CMAT	

Annexe B

Modalités de paiement

Pour les travaux décrits à l'annexe A, « **Énoncé des travaux** », l'entrepreneur doit produire un prix global exhaustif comprenant entre autres tous les coûts associés à la livraison, l'installation, la mise en service, la formation, la garantie, le service et le soutien.

Tous les prix doivent être indiqués en devise canadienne et comprendre tous les frais de déplacement et de livraison, y compris frais de transport, risques liés au transport, assurance expédition, droits de douane et taxes d'accise, le cas échéant. TVH en sus.

Les Exigences initiales DOIVENT être produites avant le 31 mars 2014.

Base de tarification « A »		
Article	Description	Prix global
1	<p>Pour les travaux décrits dans les « Énoncé des travaux » de l'annexe A.</p> <p>Le fournisseur doit produire les renseignements suivants :</p> <p>Numéro de pièce de l'équipement : _____</p> <p>Marque : _____</p> <p>Énumérer tous les équipements et les fonctionnalités supplémentaires qui ne sont pas inclus sur le modèle de base, mais sont inclus pour répondre à l'exigence.</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-140369/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-14-0369

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-3-40146

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Base de tarification « B » - Exigences facultatives		
Article	Description	Prix
1	Système de distribution d'abrasif à grande capacité, minimum 226 kg (500 lb).	
2	Protection sur le dessus et en dessous pour préserver les éléments vitaux et réduire le bruit.	
3	Prolongation d'une année supplémentaire de la garantie normale.	

Base de tarification « C » – Tarification facultative additionnelle

Les soumissionnaires devraient joindre à leur soumission les renseignements suivants sur la tarification additionnelle.

Ces prix ne seront pas compris dans l'évaluation de la soumission.

- Liste des pièces de rechange et prix afférents
- Liste des pièces consommables et prix afférents

Solicitation No. - N° de l'invitation
23584-140369/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
23584-14-0369

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-3-40146

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin655
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe C

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

RECEIVED

MAY 06 2014

NRCAN SECURITY
SRCL Ref # 14-073



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

23584-150014

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction CanmetMATERIALS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Waterjet Cutting Machine		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

23584-150014

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity.
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments.

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

23584-150014

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No



Yes

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No



Yes

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

23584-150014

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Guillermo TORQUERA

Title - Titre

METAL PROCESSING
SPECIALIST

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
905-645-0681

Facsimile No. - N° de télécopieur
905-645-0831

E-mail address - Adresse courriel
Guillermo.Torquera@nrcan.gc.ca

Date
2014/05/05

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Schmueck, Wolf

Title - Titre

SO

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
613-944-5127

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-947-2380

E-mail address - Adresse courriel
wschmueck@nrcan.gc.ca

Date
5 May 2014

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No
Non

☐ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Suzanne Hopkins

Title - Titre

Contract Security Officer

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
613-954-0258

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel
Suzanne.hopkins@pragmasc-tpr.gc.ca

Date
May 13/14

Wolf Schmueck, CPP

Head, Asset Protection

Wolf.Schmueck@NRCan.gc.ca

Security, Safety & Emergency Mgmt Div.

Div. de la gestion de la sécurité, de la santé et des urgences

Natural Resources Canada / Ressources naturelles Canada

Tel / Tél 613-944-5127